

Chapitre 4

Mes deux dernières années de lutte au sein de l'Union générale des étudiants d'Afrique occidentale (1956-1957)

Les étudiants de Dakar vont dès le vote de la loi-cadre Gaston Defferre s'affronter dans la rue avec les forces de police à l'occasion des manifestations organisées à l'occasion des événements de Montpellier en 1956.

L'AGED et les événements de Montpellier de 1956

Les étudiants africains ont fait l'objet d'agression de la part des étudiants français dirigés par Jean-Marc Mousseron, président d'honneur de l'UNEF et avocat stagiaire au barreau de Montpellier.

La journée du vendredi 20 janvier 1956, l'UGEMA, appuyée par toutes les associations d'étudiants d'Outremer, avait décidé de faire la grève de la faim et des cours et de tenir un meeting le soir.

Les forces de police et les CRS ont pris le parti des étudiants français de droite et d'extrême droite. Les étudiants africains sont sérieusement « malmenés » par les assaillants organisés par J.-M. Mousseron et aidés par la police. « Plusieurs étudiants d'Outremer sont sérieusement blessés, des femmes sauvagement frappées ». De sérieux accidents ont eu lieu le samedi 21 janvier et les jours suivants. Le groupe de Mousseron décida d'organiser une journée de « chasse aux Noirs ». Certains étudiants africains comme Fofana, Moustapha Wade, Achille Houngès, Jean Konnan Banny ont risqué leur vie avec l'utilisation de couteaux par les nervis de Mousseron.

Le Monde du 1er février 1956 donne un compte rendu de son envoyé spécial à Montpellier qui rapporte les propos de Mousseron, un véritable défi non seulement aux étudiants d'Outremer, mais aussi et surtout aux Pouvoirs Publics. J.-M. Mousseron n'hésite pas à dire en effet : « J'accepte la responsabilité de la contre-manifestation et revendique même celle des coups qui furent donnés, en dépit de mes promesses à la sortie de la Bourse de Travail » (pour plus de

détails, cf. le rapport sur les incidents de Montpellier des 20 et 21 janvier 1956, établi par Dieumb Guèye, Vice-président de la FEANF délégué à Montpellier, 7 pages). Et ce Jean-Marc Mousseron a eu le toupet de venir faire tranquillement une conférence à la chambre de commerce et d'industrie de Dakar présidée par Charles Henri Gallenca.

L'AGED a organisé pour la première fois une manifestation de rue à Dakar en guise de solidarité avec les étudiants africains de Montpellier. Les événements de Montpellier ont eu des conséquences sur la vie de l'AGED. Il y eut une crise provoquée par l'attitude du Président, Charles Diané qui n'a pas voulu participer à la manifestation. Au cours de la première assemblée de l'AGED, Ousmane Camara accusa publiquement Charles Diané d'être le « dauphin de l'administration » et demanda sa démission. Mais le bureau fut reconduit. Et Ousmane Camara, à la tête d'une importante fraction des étudiants de Dakar, s'écria « vous bénéficiez d'une confiance usurpée ».

Par ailleurs, le vice-président chargé des affaires panafricaines Emmanuel Karl, étudiant dahoméen en lettres, fut destitué de son poste pour avoir refusé de participer à la manifestation. Cette exclusion a terni la réputation de cet étudiant qui fut mis en quarantaine à Toulouse où il poursuivait ses études. Il fut remplacé par Agossou, un étudiant dahoméen en médecine qui mettra plus tard fin à ses jours.

À la suite des événements de Montpellier durant lesquels les étudiants africains ont été molestés par les étudiants français de droite et d'extrême droite, est née à la cité universitaire de Dakar une Amicale générale des étudiants de France en Afrique noire (AGEFAN) qui est une réplique à l'existence de la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France (FEANF).

Avec cette création, le président de l'AGED de l'époque Charles Diane a tiré les conséquences de l'attitude des étudiants français résidant à Dakar « Vous vous êtes exclus de vous-mêmes de l'AGED ».

Lors du passage de la mission sénatoriale venue visiter l'École de Médecine, M. le Doyen Portmann, professeur de chirurgie à l'université de Bordeaux a réuni le 21 mars 1956 quatre membres de l'AGED : Charles Diané, Amady Aly Dieng, Christian Lamaury et Adama Ouattara ainsi que des membres du bureau de l'AGEFAN. Mais aucun terrain d'entente n'a pu être trouvé. La rupture entre les deux organisations interviendra le 6 avril 1956.

L'année 1956 était une année charnière à la suite du vote de la loi-cadre Gaston Defferre accordant aux territoires d'Outremer une semi autonomie.

La FEANF rompt avec l'UNEF le 11 juin et organise le 15 juin la grève des restaurants. Le Canal de Suez est nationalisé en 1956.

Khalilou Sall, ingénieur sorti de SUPELEC (École supérieure d'électricité) a organisé le 4 septembre une conférence au Casino Dolmis à Thiès sur « La loi-cadre et ses incidences politiques ». Le directeur d'école Maury Tall a eu à s'écrier « La loi-cadre est un bluff ».

Une conférence s'est tenue à la Maison des jeunes de Diourbel le 23 juillet 1956 par la section du Conseil de la jeunesse du Sénégal qui a présenté M^c Doudou Thiam. Y assistaient 150 personnes environ dont la majorité est constituée d'étudiants et de fonctionnaires. Oumar Ndao, un staticien originaire de Diourbel, est intervenu au cours de la conférence.

Dans le cadre des réunions de la popularisation du parti unifié sénégalais, Khalilou Sall a fait sous l'égide de l'Union Démocratique Sénégalaise (UDS) une conférence intitulée : « Ce qu'est la loi-cadre » le 18 août à 21 heures à la salle des fêtes de Saint-Louis. À cette occasion, Amadou Seck, billeteur à l'imprimerie du gouvernement du Sénégal a déclaré : « Il faut africaniser d'une manière sérieuse et non le sommet seulement ». Gaston Defferre tient à rassurer les Européens. Assane Seck considère que la loi-cadre a des avantages qu'il ne faut pas rejeter en bloc.

La police surveillait très sérieusement les activités des anciens militants de la FEANF. C'est ainsi que, par lettre du 13 septembre 1956, le gouverneur du Sénégal écrit au Haut commissaire de l'AOF pour lui envoyer le compte rendu de la conférence de Khalilou Sall tenue à Thiès le 4 septembre 1956. Étudiant à Dakar, j'assistais aux conférences organisées au Centre Daniel Brottier.

Les conférences de Daniel Brottier de Dakar

L'Église catholique était présente en Afrique Occidentale par sa librairie Clairafrique, sa presse *Afrique Nouvelle* et son Centre culturel Daniel Brottier où des personnalités africaines, françaises ou de passage à Dakar, faisaient des conférences sur des sujets bien précis.

Au cours d'une conférence tenue par Louis-Vincent Thomas, professeur de philosophie au lycée Van Vollenhoven, qui aimait utiliser des termes philosophiques hermétiques et ne manquait pas de convoquer des citations tirées des ouvrages d'Henri Bergson, Thierno Ba est intervenu pour déplacer les discussions sur le terrain politique. Cette intervention était apparue insolite pour une partie du public qui ne comprenait pas pourquoi Thierno Ba n'ait pas voulu suivre L.-V. Thomas sur son terrain. Thierno Ba était un responsable de l'Union démocratique du Sénégal (UDES), section sénégalaise du RDA exclue en 1955. Il constituait la terreur des conférenciers. Je me souviens des réparties acerbes d'Abdoulaye Ly qui lui reprochait d'avoir lu deux ou trois bouquins marxistes pour venir se gargariser de formules. Abdoulaye Ly portait le débat sur la nature de l'impérialisme chez les penseurs se réclamant de Marx. Il citait des auteurs méconnus du public et même de ceux qui lui portaient la contradiction. Il avait eu à parler de Rosa Luxemburg, de Karl Kautsky, de Lénine, de Boukharine. C'était, en ce qui me concerne, la première fois que j'entendais le nom de ces auteurs à cause de l'absence de la littérature marxiste à Dakar.

Abdoulaye Ly a tenté de réhabiliter la conception de l'impérialisme défendue par Rosa Luxemburg. Mais il a eu le malheur de critiquer la conception léniniste de l'impérialisme devant les « Jeunes » et les « progressistes » qui se croyaient marxistes et qui s'étaient présentés comme les gardiens du temple. À cette époque, la pensée de Marx était sacralisée chez une bonne partie de la jeunesse qui avait une grande admiration pour l'Union Soviétique qui avait réussi à vaincre son « sous-développement ».

Me Doudou Thiam a tenu une conférence sur la citoyenneté dans les pays d'Outremer. Son confrère Me Valdiodio Ndiaye est intervenu pour lui rappeler l'Édit de Caracolla avec une pointe d'ironie qui frisait le mépris pour le conférencier du jour. Derrière ces débats, se profilaient les luttes politiques locales entre les membres de la SFIO, du BDS et le groupe Réalités Africaines.

La conférence d'Amadou Makhtar Mbow de 1956 est mémorable. Elle portait sur un sujet passionnant : Haïti, première République noire. La salle était comble. Les jeunes que nous étions étions heureux d'apprendre du conférencier l'existence au XIXe siècle d'une République Noire dans les Caraïbes. Cela nous confortait dans notre lutte pour l'indépendance. C'était là un argument pouvant étayer nos revendications nationalistes.

Léon Gontran Damas a tenu une conférence sur la négritude. Il semblait ménager les autorités coloniales et notamment le Haut Commissaire de l'AOF, Bernard Cornut-Gentille. Ansoumane Traoré, le frère de Ray Autra, prit la parole pour attaquer violemment Léon Gontran Damas. Il récita par cœur des passages du « *Cahier de retour au pays natal* » et lui reprocha de n'avoir pas mis en cause la politique coloniale du gouvernement fédéral. Damas de lui dire ironiquement : « De retour à Paris, je dirai à Césaire qu'il y a un Africain à Dakar qui connaît ses poèmes mieux que lui ». Ansoumane Traoré engoncé dans son costume avait arboré une cravate rouge sang très bizarre. Il était très passionné. Cela avait contribué à diminuer la portée de son intervention qui avait suscité des salves d'applaudissements dans le public.

La célébration du 21 février à Dakar

Pour la première fois, les étudiants de Dakar ont célébré le 21 février 1956, la journée anticolonialiste. Le bureau de l'AGED me demanda de faire une conférence au Centre franco-africain, situé à la rue Grasland sur le sujet suivant : « L'attitude de la jeunesse devant le colonialisme ». Tidiane Baïdy Ly a fait le compte-rendu de cette manifestation au Comité exécutif de la FEANF dans une lettre datée du 29 février 1956 : « Un étudiant, secrétaire général de l'AGED, Dieng Amady a tenu dans une conférence fort réussie sur « L'attitude de la jeunesse devant le colonialisme ». Cette conférence était suivie de débats.

Dès que j'ai terminé, c'est Tidiane Baïdy Ly qui a pris la parole pour montrer qu'un étudiant d'un pays colonisé ne pouvait pas être apolitique. Il a âprement critiqué les étudiants « passifs, indifférents, inconscients, égoïstes et même là-

ches ». Il a attaqué avec véhémence ses aînés « embourgeoisés » qui ont adhéré au Bloc Démocratique Sénégalais de Senghor. Il s'agit du Groupe d'Abdoulaye Ly composé de Me Falilou Diop, Diaraf Diouf, Abdoul Aziz Wane, etc., et d'autres anciens étudiants africains comme Me Doudou Thiam. Il a dénoncé la duplicité des parlementaires africains qui trahissent en fait les aspirations des populations. Il a fait appel à l'unité de tous les jeunes pour promouvoir une politique de progrès.

Je me souviens encore de l'intervention d'Oumar Ndao, statisticien ayant déjà travaillé à Brazzaville et militant de l'Union démocratique sénégalaise (UDES), ex-section du RDA, qui s'est appesanti sur les méfaits du colonialisme dans les différentes colonies d'Afrique noire. Je n'ai pas conservé le texte de cette conférence que Charles Diané a emporté en Guinée pour s'en inspirer et faire de l'agitation politique.

Deux membres de l'UDS ont pris la parole. Les délégués syndicaux se sont réjouis du fait que les étudiants se soient décidés à venir lutter à côté d'eux et de les informer au lieu de les fuir, de les mépriser comme avant.

Tidiane Baïdy Ly a eu à leur répondre en soulignant que la politique de la FEANF et celle de l'AGED n'ont de véritable sens que dans la mesure où elles se concrétisent sur le plan pratique et que l'orientation de ces deux organismes est un encouragement dans ce sens de façon concrète pour réaliser l'unité autour d'un programme minimum.

Le résultat capital de cette journée, c'était une explication franche et totale entre les étudiants et les masses de l'existence d'une confiance accrue aux possibilités de réaliser leur solidarité dans l'action sur tous les plans et à tous les niveaux.

Dans le cadre de la journée du 21 février, un grand meeting auquel j'ai assisté avec d'autres étudiants africains comme Tidiane Baïdy Ly eut lieu au cinéma Pax. Presque tous les organismes de jeunes y étaient représentés. Le cinéma était comble. Comme toujours, la police n'a pas manqué au rendez-vous avec ses cars, ses nombreux agents. Comme organismes, il y avait : l'AGED, le RJDA, le Conseil de la jeunesse du Sénégal, le Conseil fédéral de la jeunesse catholique, la jeunesse musulmane, l'UDS, le syndicat des chauffeurs, etc.

Tous les délégués ont condamné le colonialisme en des termes violents. Tous ont fait appel à l'unité. Tous ont condamné l'Union Française, le parlementarisme comme moyen d'action. Une motion demandant la cessation des massacres en Algérie et la reconnaissance de la personnalité algérienne fut votée à l'unanimité.

L'intervention la plus émouvante fut celle d'une militante du RJDA qui exhorta les femmes à prendre conscience des réalités politiques et à s'occuper des choses utiles dans la conjoncture actuelle du pays. Elle fut très dure pour ses sœurs « intellectuelles » qui auraient dû guider les femmes ignorantes, au lieu de briller par leur passivité coupable, leurs goûts pour les choses vaines.

Après une critique féroce de l'action politique du BDS et de la SFIO, elle exhorta les femmes conscientes à militer activement dans des mouvements progressistes au lieu de perdre leur temps dans les partis pourris et sans avenir. Elle fut longuement applaudie et, fait important, beaucoup de femmes touchées par son intervention, l'approuvèrent.

Dans sa lettre du 29 février 1956, Tidiane Baïdy Ly porte une appréciation sur le meeting en ces termes : « En un mot le meeting a fort bien réussi, à la grande déception des flics et de l'administration qui s'aperçoit qu'il y a quelque chose qui a changé et qu'une nouvelle orientation se prépare ».

Rencontre avec Raymond Cartier

Assane Seck, professeur de géographie et directeur de la Cité universitaire de Fann, a profité du passage à Dakar de Raymond Cartier, journaliste au grand hebdomadaire à très grand tirage, *Paris Match* pour organiser une rencontre en son domicile regroupant Me Boubacar Guèye, avocat, Alassane Ndaw, professeur de philosophie et surveillant général au Lycée Maurice Delafosse, Ousmane Camara, étudiant en droit et directeur de publication de *Dakar Étudiant* et moi-même.

Dans le cadre de son enquête sur les répercussions politiques de la Conférence de Bandoeng tenue en avril 1955, le journaliste de *Paris Match* qui avait fait un compte-rendu désobligeant de cette grande rencontre afro-asiatique voulait rencontrer quelques représentants de ce qu'il appelait à l'époque la future élite africaine. Raymond Cartier dans une posture paternaliste commença par nous dire que l'Afrique et la France étaient mariées pour de bon, et que c'était un bon signe pour l'avenir de nos pays. Devant ses propos agaçants, Me Boubacar Guèye eut une réaction vive en rétorquant ainsi : « Raymond Cartier, nous ne sommes pas mariés, vous nous avez violés ». Outré par la vivacité des propos de l'avocat dakarois, il répondit en ces termes : « Monsieur Boubacar Guèye, je vous demande de m'appeler Monsieur Raymond Cartier ». La mise au point vigoureuse de Boubacar Guèye m'a personnellement rempli de joie. Il me paraissait monstrueux de comparer la colonisation avec le mariage qui suppose amour et consentement, alors que la conquête coloniale est un acte de violence. Après cette leçon de politesse du maître blanc au nègre d'avocat, Alassane NDaw a essayé de tempérer les discussions qui ont repris pour porter non seulement sur la conférence de Bandoeng, mais sur les conséquences politiques de la loi-cadre de Gaston Defferre accordant aux pays africains l'autonomie interne. Raymond Cartier s'est permis de dire que les Africains colonisés par les Anglais étaient tristes. Cette remarque a reçu un accueil désapprobateur de la part de ses interlocuteurs. Alassane Ndaw qui n'avait pas une bonne opinion de ce journaliste n'est pas beaucoup intervenu dans les discussions, tandis qu'Ousmane Camara et moi n'étions pas tendres à l'égard de Raymond Cartier.

Le 7 mai 1956, une conférence fut donnée à la cité universitaire de Fann par Me Boubacar Guèye, avocat à la cour d'appel de Dakar. Camara Khaly Basile est intervenu en insistant sur la nécessité de l'africanisation des cadres, à la suite de l'adoption de la loi-cadre accordant l'autonomie aux différents territoires de l'Afrique noire sous domination française. La conférence à laquelle étaient conviés certains professeurs français a été houleuse.

Boubacar Guèye, connu par son franc-parler et sa violence verbale, a vertement répondu au professeur Jean Bruyas qui disait « En vous entendant parler, il ne reste aux Français qu'à s'embarquer à Marseille avec des cercueils ». L'avocat dakarais n'a pas manqué d'invectiver les Européens venus assister à la conférence en tenant ces propos : « Vous avez mangé des rats à Paris pendant la guerre ». Ces paroles ont été chaudement applaudies par les étudiants africains.

Je suis resté, durant l'année universitaire 1956-1957, dans le bureau de l'AGED. C'était ma dernière année passée à Dakar. Tidiane Baidy Ly, revenu à Dakar, après avoir été élu au 4^e congrès de la FEANF tenu à Toulouse les 27 et 28 novembre 1953, trésorier général de la Fédération en 1954, est devenu président de l'AGED. Il était maître d'internat au Lycée Maurice Delafosse de Dakar.

De 1950 à 1955, les relations entre l'AGED et la Fédération des étudiants d'Afrique Noire en France (FEANF) étaient très lâches. La FEANF a apporté sa solidarité à l'action de l'AGED sur le problème de la qualité de l'enseignement à l'Institut des hautes études de Dakar. A ses débuts, elle a ignoré pratiquement l'AGED. Par exemple, la FEANF et l'Association des étudiants sénégalais en France (AESF) ont organisé des collectes de fonds pendant les vacances universitaires de 1953 sans y associer l'AGED. C'est à partir de 1956 que les liens entre ces deux organismes vont se resserrer.

L'AGED a décidé de s'affilier au Conseil de la jeunesse de l'AOF dirigé par Aly Bocar Kane qui était un militant du parti socialiste de Lamine Guèye. Ses dirigeants précisent la vocation anti-colonialiste de l'association : « Nous sommes sûrs que cette affiliation contribuera à renforcer de façon décisive l'union de la jeune génération dans ses luttes permanentes contre le dragon colonialiste ».

Je fus désigné, avec deux autres membres de l'AGED, Alfred Moudjenagni, étudiant dahoméen en géographie, et Abdourahmane Dia, étudiant sénégalais en droit pour assister au congrès de la World University Service (WUS) (Entraide universitaire mondiale) qui se tenait à Accra du 17 au 23 décembre 1955. Le congrès devait être ouvert par Kwamé Nkrumah qui y a renoncé à la suite des troubles politiques ayant eu lieu en pays Ashanti. Ce fut Gardiner, un Secrétaire d'État du gouvernement de la Gold Coast, futur dirigeant de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) qui vint à la place de Nkrumah. C'était la déception des participants qui rêvaient de voir en personne ce prestigieux

nationaliste africain. C'est là que j'ai rencontré pour la première fois le professeur canadien Dansereau que je reverrai quelques années plus tard en 1987 à l'université du Québec à Montréal et le professeur belge Buschmann qui enseignait à l'Université de Louvain au Congo Belge. Ce dernier m'apparaissait comme un paternaliste qui nous parlait amplement d'un mouvement africain « Conscience Noire » qui commençait à se faire connaître à Léopoldville. J'ai connu à ce congrès des étudiants canadiens aux noms pittoresques comme Alice Desjardins et Roger de La Montagne. C'était là qu'on a appris avec joie l'indépendance du Soudan anglo-égyptien que nous avons fêtée.

En ma qualité de secrétaire général, j'ai présenté le 1^{er} juillet 1955 un rapport moral publié dans le numéro de décembre 1955 de *Dakar Étudiant*. D'ordinaire, ce rapport était présenté par le président au début de l'année universitaire où il faut procéder au renouvellement du bureau. Cette méthode avait le gros inconvénient de laisser en partie l'appréciation du travail effectué par le bureau à des membres qui, par le fait qu'ils n'ont pas suivi tout au cours de l'année les activités de l'AGED, ne peuvent pas se prononcer valablement. On a préféré rompre avec la tradition et parer ainsi à cet inconvénient en donnant une idée exacte des résultats obtenus aux étudiants qui, dès la rentrée prochaine, devant continuer leurs études en France, ne seraient pas des nôtres. Ainsi, le rapport moral de l'association fut présenté en fin d'année. J'ai eu à préciser le contenu du rapport en ces termes : « Le moment est donc venu de vous dire dans quelle mesure nous avons pu nous acquitter de notre tâche. Mon travail sera d'autant plus facilité que notre président a eu l'occasion, dans son dernier rapport, d'anticiper sur ce que j'avais à dire et de définir, d'une manière claire et précise, le sens de l'action de l'Association générale des étudiants de Dakar. Quant à moi, je me bornerai tout simplement à vous rappeler les points essentiels de notre programme et à voir ce qui a pu être ou non réalisé. Ce programme contient en particulier deux parties : l'une est essentiellement consacrée aux problèmes universitaires et l'autre intéresse le domaine social ».

À cette époque, la conscience politique des étudiants de Dakar qui faisaient partie des catégories sociales privilégiées était très faible. En effet, en raison de leur faible nombre, ils étaient tous boursiers et ceux qui ne pouvaient être boursiers en raison de leur âge avancé étaient recrutés dans les lycées et collèges de Dakar comme maîtres d'internat et d'externat. Le montant de la bourse était élevé. La nourriture et le logement étaient bon marché. Le transport pour aller suivre les cours au Lycée Van Vollenhoven, suivre les stages pour les étudiants en médecine à l'Hôpital Aristide Le Dantec ou aller faire des courses en ville était gratuit. L'université offrait aux étudiants les services d'un gros car et d'une petite navette qui faisait le circuit Fann – Place Protêt (l'actuelle Place de l'indépendance).

Je me souviens d'une proposition du député Léopold Sédar Senghor tenant à augmenter le montant de la bourse qui serait aligné sur le salaire minimum français correspondant à 36 000 francs, alors que la bourse de 7 500 francs suffisait largement à couvrir nos besoins essentiels. Le bureau qui était présidé par Moustapha Diallo, étudiant sénégalais en médecine, a catégoriquement refusé cette proposition faite par Senghor qui nous avait reçus au domicile de Me Léon Boissier-Palun, un avocat métis franco-dahoméen, situé à l'avenue Kléber. Senghor nous avait tenu des propos qui m'avaient profondément choqué : « Les Africains commencent à être civilisés, il y a des fleurs dans les Sicap ». Et je ne comprends pas non plus qu'un député du Sénégal puisse se targuer de ne pas avoir une maison dans son pays. Cette attitude étrange a beaucoup contribué à diminuer le prestige de Senghor parmi les étudiants africains de Dakar.

Les étudiants africains de l'époque n'étaient pas bien politisés comme l'étaient les étudiants de France qui avaient l'occasion de militer dans des mouvements politiques comme le Parti communiste français. Ce parti avait organisé ses membres africains dans un groupe appelé groupe de langues, l'Association des étudiants du Rassemblement démocratique Africain (AERDA), section estudiantine du RDA de Houphouët-Boigny et le Groupement africain de recherches politiques et économiques (GAREP) dirigé par Abdoulaye Ly. Les étudiants les plus avancés à Dakar militaient dans le Rassemblement de la Jeunesse du Rassemblement démocratique africain (RJDA) qui ne regroupait que des Sénégalais et qui n'avait pas beaucoup d'influence à la Cité universitaire.

Le programme de l'AGED ne pouvait que refléter l'insuffisance de la formation politique et l'absence d'un engagement politique anti-colonialiste des étudiants de Dakar qui se battaient surtout dans le cadre d'un certain corporatisme. Ils n'arrivaient pas à faire la liaison entre leurs revendications universitaires et sociales et la politique découlant de la logique du système colonial. Ce programme peut se résumer ainsi :

- sur le plan universitaire, les étudiants demandaient le renouvellement du corps professoral de l'Institut des Hautes Études de Dakar, la garantie de la représentation des étudiants au sein du Conseil de l'Institut des Hautes Etudes et au sein du Conseil de la Cité universitaire de Fann, l'institution d'un système de sécurité sociale ou de tout autre système pouvant garantir les étudiants contre les accidents, les maladies et le développement des relations de l'AGED avec les autres organisations estudiantines de l'extérieur ;
- sur le plan social, nous avons cherché surtout à lutter contre l'analphabétisme en revendiquant une plus large scolarisation des enfants et en dénonçant tous les abus perpétrés dans les lycées, collèges et écoles normales, à organiser des cours de vacances gratuits au profit des élèves des lycées et collèges et des personnes désireuses de préparer des concours et des cours gratuits au cours de l'année, à collaborer avec les mouvements de jeunes et à contribuer à la multiplication des associations de parents d'élèves.

Le bureau a déployé d'énormes efforts pour faire aboutir les revendications universitaires et sociales de l'AGED. Au cours d'un entretien, M. François Schneider, alors Secrétaire d'État à la France d'Outremer, avait fait au bureau de l'AGED des promesses fermes en ce qui concerne le renouvellement du corps professoral. Malheureusement, elles n'ont pas été entièrement tenues puisque tous les professeurs, maîtres de conférences ou chefs de travaux pratiques annoncés ne sont pas venus.

C'est au cours de cette année que M. Jean Capelle a été nommé recteur de l'Institut. Le bureau lui a soumis les revendications des étudiants africains de Dakar. Il a permis notamment de procéder à un large recrutement de professeurs et de maîtres de conférences. À ce propos, il précisa que les maîtres de conférences devaient rester en permanence à Dakar, tandis que les professeurs ne seraient là que pour quelques mois. Cette formule, avait-il ajouté, serait applicable dès l'ouverture prochaine de l'École supérieure des lettres. D'ailleurs, il a mis le bureau de l'AGED au courant de la venue d'un certain nombre de professeurs de lettres. Dès le 22 novembre 1953, une lettre signée par Moustapha Diallo, président de l'AGED, est envoyée au Haut commissaire de la République, Bernard Cornut-Gentile. Cette première lettre rappelle que diverses initiatives ont été précédemment prises par les étudiants pour attirer l'attention des autorités responsables sur la mauvaise qualité de l'enseignement dispensé à Dakar. Les étudiants ont envoyé au président du Grand Conseil, Léon Boissier-Palun une motion où ils déploraient l'absence de professeurs spécialisés. Auparavant, l'AGED avait effectué des démarches pour rencontrer la sous-commission de l'Éducation nationale du Palais Bourbon venue s'informer sur le fonctionnement de l'Institut. Mais cette commission n'a pas cru devoir rencontrer la délégation de l'AGED.

Dans la lettre du président de l'AGED sont exprimées les revendications des étudiants de Dakar en matière d'enseignement : « Nous avons souligné à plusieurs reprises la carence et l'inaptitude du corps professoral de l'Institut des Hautes Études de Dakar ». Plus loin, il y est écrit : « Il n'y a pas à Dakar, depuis la fondation de l'Institut, de professeurs de faculté, mais des professeurs de lycée ou de docteurs en médecine ordinaires que l'on « consacre » facilement maîtres de conférences ou professeurs de faculté comme si cela rendait leur compétence plus probante ». En conclusion, les étudiants réclament « unaniment et fermement, ou le renouvellement intégral du corps professoral, ou la suppression de l'Institut des hautes études de Dakar ».

Au lieu de chercher à résoudre les problèmes posés, les autorités universitaires de Bordeaux, tutrices de l'Institut des Hautes Études de Dakar, se mettent à nous menacer d'exclusion des universités françaises. Contrairement à toute attente, Me Boissier-Palun a fait alterner le bâton et la carotte devant la délégation de l'AGED qui refusa de signer un texte qu'il lui a proposé et par lequel elle se dédirait. Léopold Sédar Senghor se montra hostile à la position de l'AGED.

Dans un débat au Grand Conseil de l'AOF, en 1953, il affirma que les professeurs de lycées sont plus aptes que tout autre à enseigner l'art de la dissertation. Dans ce combat, nous n'avions que le soutien de la FEANF et d'un seul professeur français, le professeur J. Trusque, agrégé d'histologie et d'embryologie (pour plus de précision (Cf. Cheikh Faty Faye, *Les enjeux politiques à Dakar (1945-1960)*. L'Harmattan, 2000).

Les relations de l'AGED avec les organisations estudiantines de l'extérieur ont été nombreuses et fructueuses durant les années universitaires 1954, 1955, 1956. Le bureau de l'AGED s'est entretenu en décembre avec une délégation du Secrétariat de Coordination (COSEC) sur les problèmes intéressant les relations extérieures de l'association. Pour autant que je me souvienne, cette réunion s'est tenue dans le sous-sol de la cité universitaire jouxtant le restaurant universitaire de Fann. Khaly Basile Camara, étudiant dahoméen en lettres, a servi d'interprète au cours de cette réunion grâce à sa connaissance de l'anglais qu'il maîtrisait. Cet étudiant venu de France pour poursuivre ses études de lettres a joué un rôle important dans la diffusion de la littérature marxiste à la Cité en vendant le journal hebdomadaire du Parti communiste français, *France Nouvelle*, des revues et des livres d'orientation marxiste. De même, il était un poète qui a su initier les étudiants africains à la connaissance de la poésie de Langson Hugues, et d'autres poètes négro-américains.

De surcroît, il a contribué à faire connaître le Jazz à travers les ondes de la Radiodiffusion fédérale. Dans ce travail, il bénéficiait de la collaboration de Makwar Idriss, un étudiant sénégal-marocain qui finira par enseigner aux États-Unis. Il a été injustement attaqué par Ousmane Camara au cours d'une assemblée générale de l'AGED.

Secrétaire général, je fus désigné pour représenter l'Association générale des étudiants de Dakar à une réunion organisée à Vienne en Autriche conjointement par l'Entraide mondiale universitaire (World University Service) qui avait son siège à Genève et l'Union internationale des étudiants qui avait son siège à Prague. Pour la première fois, je me rendais dans des pays européens. J'ai voyagé par avion reliant Dakar à Genève en passant par Paris et avec une escale à Casablanca. J'étais très déçu par la configuration architecturale de Paris dont les bâtiments étaient sombres et lugubres et dont on m'avait tant vanté la beauté. Durant le vol Paris-Genève, le commandant de bord nous annonça la proximité du Mont-Blanc dont nous apercevions le sommet neigeux à travers les hublots de l'avion. C'était un spectacle grandiose et inoubliable pour le sahélien que je suis et qui voyait pour la première fois la neige. Arrivé à Genève où je suis resté un jour, je pris le soin de visiter le siège de l'Entraide mondiale universitaire sous la direction d'un étudiant norvégien qui m'avait accueilli à l'aéroport. Le lendemain, je pris le train qui devait m'amener à Vienne en passant par Innsbruck et Munich. Le confort et la rapidité du train suisse m'avaient impressionné ; je mesurais ainsi le retard des pays africains colonisés par la France où les trains

inconfortables et très lents sur des rails d'un mètre exprimaient la mesquinerie des colonisateurs. À Genève, on avait pris le soin de me chercher un laissez-passer pour circuler à Vienne dans la zone occupée par les troupes françaises. La ville était entièrement occupée par les alliés, la France, l'Union soviétique, l'Angleterre et les États-Unis. Cette conférence internationale des étudiants tenue à Vienne du 1^{er} au 4 février 1955 portait sur la paix. C'est là que j'ai rencontré pour la première fois Jacques Vergès, avocat stagiaire au barreau de Paris qui était représentant de l'UIE. Dès que j'ai regardé avec suspicion son faciès, il s'empressa de me dire : « Je suis un eurasiatique, mon père est un Français établi à la Réunion et ma mère est vietnamienne ». Il devait quitter notre réunion très tôt, car il devait suivre la conférence des avocats stagiaires dont il emporta le premier prix pour son éloquence. Ainsi, il sera secrétaire de la conférence des avocats, distinction très appréciée au barreau de Paris. Sa très brillante intervention émaillée de références à l'ouvrage de Malraux, *La condition humaine*, avait été chaleureusement accueillie par de forts applaudissements. Un des responsables de l'Entraide mondiale universitaire, John Thompson, un Anglais, m'a raconté qu'il ne pouvait pas résister au charme de l'éloquence de Jacques Vergès. Il lui était une fois arrivé d'applaudir Vergès lors d'un réquisitoire politique qu'il avait prononcé contre lui. Je me souviens de la présence à cette conférence d'un pasteur, Cadier que je retrouverai quelques années au Sénégal.

Après la conférence, je fus invité à me rendre à Prague en Tchécoslovaquie pour visiter le secrétariat de l'Union internationale des étudiants (UIE). Le compte rendu de cette visite est publié dans le numéro de mai-juin 1955 de *Dakar Etudiant*, organe mensuel de l'Association des étudiants de Dakar dont le directeur était Ousmane Camara, étudiant en droit et le rédacteur en chef était Samba Diarra, étudiant en médecine, futur auteur de l'ouvrage : *Les faux complots d'Houphouët-Boigny* (Éditions Karthala. 1997). Dans ce compte-rendu, j'insistais sur la nécessité pour l'AGED de rompre son isolement et renforcer sa collaboration avec l'UIE. En ce qui concerne notre collaboration, nous avons convenu avec les dirigeants de l'UIE, et moi de travailler à la fortifier par des échanges d'étudiants. Pour concrétiser cette collaboration, ils nous invitèrent à participer au Ve Festival de la Jeunesse et des Etudiants à Varsovie ; cette participation sera rendue difficile par la question des passeports que nous ne saurions laisser sous silence. Quand il s'agit d'envoyer des délégués aux conférences du Secrétariat de coordination des unions nationales (COSEC), organisation présumée de tendance occidentale, l'Administration leur délivre en deux jours des passeports, mais quand il s'agit d'en envoyer aux conférences de l'U.I.E, baptisée d'« Organisation de l'Est », elle s'y refuse systématiquement. Nous nous élevions énergiquement contre de tels refus qui sont des violations à la liberté de se déplacer, reconnue par la Constitution. Cette liberté nous est d'autant plus chère que l'Afrique qui a longtemps souffert de son isolement a besoin

d'avoir des contacts directs avec l'extérieur ». Je dois dire que j'ai eu beaucoup de difficultés pour avoir un passeport me permettant d'aller à Vienne. J'ai été obligé d'aller voir El Hadji Seydou Nourou Tall pour lui demander d'intervenir auprès de l'Administration coloniale. C'était sous le proconsulat de Bernard Cornut-Gentile, Haut commissaire de la République Française, Gouverneur général de l'AOF. Je terminais ce compte-rendu en faisant appel aux leaders d'opinion de l'époque pour mener le combat en faveur de la liberté de déplacement : « Nous invitons les hommes politiques de toutes tendances, les responsables de mouvements de jeunes, des notabilités, les journalistes et tous les hommes de bonne volonté, à lutter pour le respect du droit pour tout citoyen d'obtenir un passeport ».

Le Congrès de l'UNEF à Strasbourg (1956)

Charles Diané et moi, nous nous sommes rendus en France pour assister au congrès de l'Union Nationale des Étudiants de France (UNEF) qui s'est tenu à Strasbourg. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec la délégation de la FEANF constituée par Ogo Kane Diallo, Marguerite Senghor et Diawar Sow. Nous avons été accueillis par le président de la section académique de la FEANF, Paul Gabla, un Togolais qui avait l'air d'être un étudiant sans grande conscience politique. Nous avons eu une longue discussion avec Ogo Kane Diallo qui était membre du Parti communiste français sur l'éventualité de changer le nom de l'Association générale des étudiants de Dakar (AGED). Car avec un tel nom, on pouvait penser qu'elle constituait une section de l'UNEF. C'est pourquoi Ogo Kane Diallo nous avait proposé de l'appeler « Union générale des étudiants d'Afrique Occidentale (UGEAO) pour bien marquer notre volonté de lutter contre le système colonial. Voici ce que les agents des renseignements généraux ont pu écrire : « Dieng Amady, dit-on, instigateur de ce changement dont il est symptomatique qu'il se traduise déjà dans le nouveau titre : UGEAO et non UGEAOF, l'adjectif « Français » ayant été jugé superflu comme il ne correspond pas à la situation ».

Charles Diané était réticent. Par contre, j'étais fermement plus radical, j'avais dit qu'il fallait qu'on ne dise plus, de notre retour à Dakar et à l'AGED, Afrique Occidentale française, mais Afrique Occidentale seulement. C'est le 12 juin 1956 que ce changement est intervenu.

À ce congrès, les délégations de la FEANF et de l'AGED ont présenté la situation déplorable de l'enseignement dispensé à l'Institut des Hautes Etudes de Dakar. Nous avons noué des contacts intéressants avec les associations opérant dans la sphère des colonies françaises. C'est ainsi qu'un étudiant malgache nous avait proposé de créer une organisation des trois A (Afrique, Antilles et Asie). C'est à l'occasion de ce congrès que j'ai vu pour la première fois le philosophe Roger Garaudy venu représenter son parti au congrès de l'UNEF.

Charles Diané et moi, nous sommes arrivés à Paris le 3 avril pour prendre le lendemain le train pour Strasbourg. À la fin du congrès, Charles Diané est rentré le 10 avril, tandis que je devais aller à Prague, siège de l'UIE, le 13 avril pour participer, en compagnie d'Ogo Kane Diallo, à un séminaire.

Là je devais rencontrer un étudiant africain de la Rodhésie du Sud, Sipalo, violemment antiblanc, un étudiant tunisien Akrouit Assane, très bourguibiste, un étudiant nigérian Ademola Thomas qui était plein de déception, un étudiant communiste iranien membre du Toudeh, Babak, réfugié à Prague, un étudiant soudanais communiste que je retrouverai plus tard à l'IDEP à Dakar.

Le Congrès de l'UIE (1956)

À mon retour du congrès de l'UNEF, j'ai assisté à la conférence tenue par Tidiane Baïdy Ly au cinéma Rex de l'avenue Faidherbe le 24 avril 1956 sur le thème : « Élités, masses et colonialisme ».

J'ai participé au Congrès de l'Union internationale des étudiants (UIE) qui s'est tenu à Prague en Tchécoslovaquie en août 1956. J'y étais avec Adama Diagne, trésorier de l'AGED et Khaly Basile Camara, étudiant togolais en lettres. J'y ai rencontré Ogo Kane Diallo, vice-président aux affaires extérieures de la FEANF et Emilie Cantara, une étudiante guinéenne qui représentaient la FEANF. Le secrétariat de l'UIE estimant qu'Ogo Kane Diallo n'était pas malléable, envoya un billet au président de la Fédération, Ondoua Balla Benoît, étudiant camerounais, membre du groupe de langues du Parti communiste et considéré comme manipulable pour qu'il assiste au congrès de l'UIE. Ce militant de l'UPC m'avait paru sans personnalité et naïf pour son âge. Ogo Kane Diallo a réussi à le neutraliser. Par la suite, il sera déchu de son mandat de président de la FEANF. Je le retrouverai comme condisciple à l'École Nationale de la France d'Outremer. Quelque temps après sa sortie, il collaborera avec le régime d'Ahmadou Ahidjo qu'il avait combattu pour devenir son Ministre des affaires étrangères.

Le Congrès était houleux. On était en pleine période de guerre froide. L'opposition des deux camps pesait lourdement sur les travaux du congrès. La question d'Israël n'a pas manqué de susciter des débats orageux entre la délégation soviétique et les étudiants arabes. Les étudiants israéliens avaient poussé le vice jusqu'à rappeler le soutien dont ils avaient bénéficié de la part de l'Union soviétique en 1948. Sur ces questions délicates, la délégation de l'AGED a adopté une position de prudence en n'intervenant pas dans le débat. Nous avions reçu un mandat strict de notre organisation qui était celui de faire connaître nos revendications relatives au problème de la qualité de l'enseignement à l'Institut des Hautes Études de Dakar. C'est dans ce cadre que je suis intervenu. Notre allié algérien (UGEMA), Malek Reda, étudiant en philosophie à la Sorbonne et qui sera par la suite directeur de cabinet de Ferrat-Abbas et président de la République algérienne m'a fait remarquer que les revendications de l'AGED

étaient trop corporatistes et éludaient les problèmes de la lutte pour l'indépendance qui était fondamentale pour les étudiants maghrébins. Durant le congrès, Adama Diagne et moi, nous avons pris en sympathie un étudiant surinamien, Molt qui nous a invités à faire escale à Amsterdam. Il nous fit visiter la ville en commençant par le centre et notamment la célèbre rue appelée Vondelstraat qui nous livrait toutes ses curiosités et qui nous rappelait constamment que nous étions dans une ville d'eau.

Visite en URSS

C'est à l'occasion d'un séminaire de l'Union internationale des étudiants tenu à Prague fin février 1956 que je fus invité en URSS. Arrivé à Moscou, je fus logé dans un hôtel situé tout près de la Place rouge. Ainsi, j'étais à deux pas du Kremlin, siège du gouvernement de l'URSS. L'interprète qu'on avait affecté à la délégation d'étudiants africains invitée à visiter le pays des Soviets était une dame qui parlait un français assez approximatif. J'étais avec Benjamin d'Almeida, étudiant dahoméen en droit qui représentait la FEANF et un étudiant ressortissant du Soudan ex-anglo-égyptien qui ne cachait pas son appartenance au parti communiste de son pays.

On visita le métropolitain de Moscou qui est un bijou architectural reluisant de marbre. C'était la fierté des Moscovites.

J'avais formulé le désir d'aller à l'université de Lomonossov où un boursier de la FEANF Khila Dièye poursuivait des études de mathématiques. Nos hôtes ont voulu m'encadrer. Ce que j'ai refusé au motif que je n'avais pas besoin d'interprète. J'ai eu beaucoup de difficultés à voir Khila Dièye qui était furieux et qui était en train de tancer le gardien de l'université Lomonossov en russe. Khila Dièye m'avait fait part de ses sentiments sur son séjour en URSS. S'il était satisfait des cours, il se plaignait des conditions de logement. Les étudiants étaient logés à quatre dans une chambre. Khila Dièye m'avait fait comprendre que l'URSS était un pays qui souffrait terriblement de la bureaucratie instaurée par le parti. Les dirigeants de la jeunesse soviétique « Konsomol » nous avaient proposé de visiter une République soviétique d'Asie. C'est ainsi que nous avons été amenés à prendre un avion bimoteur qui était assez vieux et obsolète. C'est une déception ; car nous nous attendions à voyager dans des avions très modernes.

Arrivé à Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan située au bord de la mer Caspienne, j'étais frappé par le nombre de visages basanés que je rencontrais dans ce pays. La présence de Noirs dans ce pays d'Asie était insolite. Certains habitants de la République d'Azerbaïdjan nous demandaient en russe le nom de nos pays d'origine. D'autres touchaient nos peaux noires. La ville de Bakou est très belle. Elle connaît des levers de soleil fantastiques. Le pays avait comme ressource principale le pétrole. Il compte de nombreux puits de pétrole dont certains étaient en mer. La visite était fatigante, mais intéressante.

Une question m'est venue à l'esprit. Comment ces asiatiques au teint basané et de surcroît musulmans pouvaient-ils vivre en bonne intelligence avec les Russes blancs et orthodoxes ? Mais je n'osais pas la poser à nos hôtes soviétiques. Cette situation n'était guère en faveur de la consolidation de l'Union soviétique. Tel était mon sentiment.

Le Festival mondial de la jeunesse et des étudiants de Moscou (juillet 1957)

Représentants de l'UGÉAO, Ousmane Camara et moi avons participé au Ve Festival Mondial de la Jeunesse et des Étudiants tenu à Moscou du 28 juillet au 11 août 1957. À l'ouverture officielle du Festival qui a duré deux semaines, toute la délégation de la FEANF était en costume typiquement africain. La vingtaine d'Africains arborait des pagnes et des camisoles inestimables. Comme toujours devant l'Hôtel de la Délégation africaine, se pressait une assistance nombreuse.

La délégation du Ghana ouvrait la marche ; aussitôt après elle, arrivaient des Gambiens et des Nigériens, puis c'est le groupe de la FEANF. Les festivaliers se sont rendus au Stade Central Lénine qui est un vaste amphithéâtre qui normalement contient 110 000 personnes. Précédés de tam-tams, tous en dansant, les délégués de la FEANF pénétraient dans l'arène. Les acclamations redoublaient. Des milliers de bouches surgir ces cris cent fois répétés : « Afrika ! Afrika ! Afrika ! ». Arrivés en face de la tribune du Parti et du Gouvernement de l'URSS, ils s'arrêtaient un instant et tous se levaient pour les saluer, leur souhaiter la bienvenue. Comme pour ne pas manquer un spectacle si beau, on voyait M. Nikita Kroutchev qui maniait nerveusement sa lorgnette.

La plupart des pays défilèrent dans le grand stade Lénine avec leurs drapeaux nationaux. La délégation de la FEANF, elle, avait arboré son emblème sur un modeste rectangle blanc. Mais les applaudissements frénétiques avaient fait sentir aux délégués que les 110 000 spectateurs ne les traitaient pas en parents pauvres. Seules les délégations des Etats-Unis et de la Chine ont été aussi chaleureusement accueillies.

Les jours suivants ne devaient pas être moins beaux. Ils ont été utilisés pour la visite de la ville, de ses monuments et ses environs. Le métro de Moscou ? Quelle merveille ? Tout ruisselle de marbre étincelant ; partout ses escaliers roulants qui, doucement et sans bruit, conduisent les voyageurs, comme vers les entrailles de la terre ; ils sont enfin déposés sur un quai et les trains arrivent, impeccables et propres, des sièges capitonnés.

La délégation de la FEANF a visité des usines, des Kolkhozes, des chantiers, des musées. Ses membres ont été dans les théâtres, au cinéma, à l'opéra, le Bolchoï. Quelques-uns des délégués ont été à Leningrad, toute la délégation, après le Festival, a été invitée à Stalingrad. Mais le 5 août, certains membres de toutes les délégations ont été reçus au Kremlin par les membres du Parti et du

Gouvernement. Dès le portail, ils ont été accueillis par un charmant ensemble de jeunes filles soviétiques en costume de leur région. Elles chantaient des airs populaires et tandis que certaines fleurissaient les délégués africains, d'autres leur souhaitaient la bienvenue. Tout au bout des jardins du palais se trouvaient les personnalités officielles. M. Nikita Kroutchev en costume droit gris-bleu, jovial, rougeaud, costaud, félicitait chacun des cinq délégués des cinq continents après son discours, buvant de la vodka avec chacun ; M. Boulganine, grand, assez svelte, flegmatique, l'air ennuyé, tel un britannique ; M. Mikoyan, avec sa petite moustache d'Arménien, visage rusé, petits yeux pétillants d'intelligence ; le Maréchal Joukov souriant, serrant les mains, souriant toujours (cf. Albert Balima Salfo, *Les Africains à Moscou. L'Étudiant d'Afrique Noire* n° 17 décembre 1958 p.10). Ensuite, ce fut le bal, il y avait là des jeunes de toutes les nations qui essaient de se comprendre par toutes les langues. Lors de la réception au Kremlin, il y avait dans la délégation commune UGEAO-FEANF, Noé Kutukli, Ousmane Camara, Amadou Gaye, Abdoulaye Fadika, Nafissatou Guèye, Abdel Kader Fall, Abdoulaye Barry, Albert Balima Salfo et Amadou Booker Sadj.

A B Sadj n'a pas manqué de rapporter ce qui s'est passé lors de la réception comme l'avait fait Albert Balima Salfo dans *L'Étudiant d'Afrique Noire* : « Ousmane prit la parole au nom de toutes les délégations d'Afrique Noire et ravit la palme aux autres orateurs grâce à son brillant discours anti-impérialiste incisif et piquant comme il savait le faire en ce temps-là. Cela lui valut des félicitations très chaleureuses et expansives de la part des dirigeants soviétiques et surtout de Nikita Kroutchev (A B Sadj, *Le rôle de la génération-charnière Ouest Africaine. Indépendance et développement. L'Harmattan* 2006 pp. 235-236).

Amadou Booker Sadj, Abdoulaye Barro, Abdel Kader Fall et d'autres étudiants africains firent une excursion à Gorki où ils ont visité la Maison de Lénine.

La visite au mausolée de Lénine et de Staline ne dura que 3 à 4 minutes. C'est un spectacle religieux que de voir des dizaines de milliers de personnes de toute la terre, faisant une queue interminable, durant des heures pour pouvoir contempler les visages des fondateurs de l'État soviétique. Quand on arrive devant le monument, on est d'abord frappé par sa simplicité. Pour toute inscription, il porte « Lénine – Staline ». Il est de forme toute simplifiée : rectangulaire à la base, carrée par le haut. Il est en granit de rare espèce, de couleur orange, chocolat et plus chocolat qu'orange. L'intérieur brille de propreté. On tourne à droite. On monte trois ou quatre marches d'escalier et, côte à côte, dorment, momifiés, les deux grands chefs : Lénine dont on remarque facilement la main droite, crispée par la paralysie qui devait l'emporter ; Staline, plus frais, semble dormir, la poitrine bardée de décorations, la moustache drue, le menton tombant.

Albert Balima Salfo, un étudiant voltaïque, conclut son compte-rendu en ces termes :

Voyez-vous, disait l'illustre écrivain Il y a Ehrenbourg au cours d'une conférence dans un français de forme châtiée, pour certains, l'Union Soviétique est un enfer, pour d'autres, c'est un paradis. Au demeurant, ce ne sont là que des vues religieuses sur les choses. Il convient de voir la réalité. Il faut toujours regarder d'un œil laïc.

Ce festival de Moscou était mémorable. Nous y avons personnellement participé. Ousmane Camara et moi-même, nous représentions l'Union Générale des Etudiants d'Afrique Noire Occidentale de Dakar (UGEAO). La délégation de la FEANF et celle de l'UGEAO avaient fusionné pour constituer une seule délégation. Elles habitaient le même hôtel : l'hôtel Yanoslovskaya où était la délégation du Conseil Fédéral de la Jeunesse d'Afrique.

La constitution du comité de direction de l'hôtel n'a pas été facile. Car la délégation du Conseil Fédéral de la Jeunesse nourrissait de la méfiance à l'égard de la délégation très nombreuse de la FEANF, accusée de vouloir prendre tout en main. Le président de la FEANF, Noé Efoé Kutukli, s'est incliné devant les exigences de la délégation de la jeunesse africaine qui voulait diriger le comité de direction de l'hôtel.

La FEANF avait constitué des groupes artistiques dont les prestations ont été satisfaisantes. Le groupe Apsita Fradet-Cissoko Amadou qui avait accepté d'annuler ses contrats pour partir avec la délégation de la FEANF lui a rendu de très grands services : la délégation sportive devait comprendre 18 personnes. Finalement, l'équipe de football elle-même s'est trouvée incomplète. Malgré cela, l'équipe s'est très bien défendue devant les délégations étrangères. Elle a eu trois victoires et un match nul et ne s'est inclinée que devant les soviétiques (cf. Amadou Gaye, *Le festival de la jeunesse : des difficultés qui en valaient la peine. L'Étudiant d'Afrique noire* no. 17, décembre 1957).

Le public soviétique du Bolchoï a un sens artistique très développé. Il n'acceptait pas n'importe quelle prestation. Il a fortement apprécié la prestation des membres du ballet Keita Fodéba.

À l'ouverture du Festival, il y eut un incident qui a opposé le président de la FEANF à un étudiant camerounais à qui il avait demandé de porter un costume africain. Ce dernier lui a rétorqué qu'il ne pouvait pas le faire car, à ce moment, il devait revêtir des habits en écorce d'arbre.

L'hôtel était très fréquenté par les jeunes Soviétiques qui venaient établir des liens d'amitié avec les jeunes Africains ou acheter des chemises nylon dont ils étaient friands. Les jeunes festivaliers roumains étaient à la recherche de montres venant des pays occidentaux dont les articles étaient prisés dans les pays de l'Est. À la suite du taux de change favorable aux festivaliers, beaucoup d'étudiants africains ont vendu leurs chemises nylon et leurs montres. À cette époque, on voyait la fascination que l'Occident exerçait sur les jeunes soviétiques et roumains.

L'étudiant voltaïque Albert Salfo Balima qui entrera en octobre 1957 à l'École Nationale de la France d'Outremer (ENFOM, section Inspecteur du Travail) publiera le même compte-rendu du VI^e Festival Mondial de la Jeunesse et des Étudiants paru dans *L'Étudiant d'Afrique noire* (no. 17, décembre 1958) dans *Jeune Volta*, janvier 1958, organe de l'Association des Étudiants Voltaïques en France sous le titre : *Je reviens de Moscou*.

À la fin de ce festival, plusieurs étudiants africains furent invités à visiter certaines républiques soviétiques ou d'autres pays de l'Est. Par exemple, secrétaire général de l'UGÉAO, je fus invité à me rendre en Chine populaire.

Mon séjour en Chine (1957)

Les jeunes communistes de l'URSS ont organisé le voyage par train qui devait nous mener de Moscou à Pékin. Nous avons emprunté le transsibérien. Ce voyage a duré huit jours. Les trains étaient très lents comparés aux trains français ou suisses. Durant les arrêts à la gare, les jeunes communistes nous accueillait avec des guirlandes de fleurs.

Le voyage était si long que j'étais condamné à passer mon temps à lire. C'est dans le train que j'ai lu *Les Principes du léninisme* de Joseph Staline. Le train a longé l'énorme lac Baïkal qu'on disait être le lac le plus grand du monde.

Nous sommes restés huit jours sans nous doucher. C'était une épreuve difficile à supporter. Au fur et à mesure que nous nous approchions de la Chine, nous voyions parmi les jeunes qui nous accueillait des visages asiatiques aux yeux bridés. Nous traversions la Mongolie intérieure. Arrivé à Pékin, j'étais heureux de pouvoir vérifier ce qu'on disait du fameux « Bond en avant de la Chine ». C'était la période des communes. Beaucoup d'articles sont parus dans la presse française. Le parti communiste avait beaucoup magnifié cette expérience.

Conférence du COSEC (septembre 1957 à Ibadan, Nigeria)

J'ai représenté l'Union Générale des Étudiants d'Afrique Occidentale à la conférence des Étudiants, organisation étudiante anticommuniste et rivale de la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique (FMJD). L'UGÉAO tenait à avoir une tribune pour exposer les problèmes de l'université de Dakar. Elle ne voulait pas prendre parti dans le débat qui opposait le COSEC à l'U.I.E.

La conférence s'est tenue à l'université d'Ibadan qui était une belle université. Les étudiants semblaient être bien logés. Les chambres étaient bien meublées à partir du bois du pays. J'y ai rencontré un étudiant nigérian très réactionnaire et hostile à la FEANF et à la WASU. Il ne parlait que de la « ... so called FEANF ». Il déniait toute représentativité à la FEANF et à la WASU.

Le 3^e Congrès interterritorial du Rassemblement démocratique africain de Bamako (25-30 septembre 1957)

Venant d'Ibadan où j'ai participé à une réunion de la conférence des étudiants du COSEC, organisation étudiante pro-occidentale, je devais rencontrer à l'aéroport d'Accra le nationaliste Pathé Diagne, admirateur de Nkrumah, venu presque en pèlerinage en Gold Cost.

Nous prenions le même vol pour aller à Bamako. Nous logions tous les deux chez un étudiant soudanais en médecine, Maïga. Le congrès s'est tenu au Lycée Technique de Bamako. Y assistaient environ 2000 personnes dont 254 délégués et 570 observateurs. Il a été réservé aux personnalités politiques et formations politiques syndicales, de jeunesse et estudiantines 75 places et 24 aux représentants de la presse et de la radio. L'âge moyen des congressistes était de 37 ans, situé dans un éventail de 23 à 67 ans. Les délégués venant de 10 territoires de l'Afrique Occidentale et Équatoriale se partageaient entre les professions suivantes : 35 fonctionnaires de la santé, 44 de l'enseignement, 83 de la fonction publique, 17 commerçants, industriels et artisans, 17 agriculteurs, 53 salariés divers et 5 chefs coutumiers. Parmi les délégués, on peut noter la présence de Mamady Keita (Guinée), Laurent Bandaogo (Haute-Volta), Youssouf Sylla (Sénégal), Koffi Gadeau (Côte d'Ivoire), François Aplogan (Dahomey), Antoine Hazoumé (Gabon).

Assistaient au congrès notamment Me Lamine Guèye, des délégués de l'Union culturelle musulmane (UCM), des sections du Sénégal, Guinée, Côte d'Ivoire, Soudan, des délégués de l'Unions des syndicats de travailleurs algériens (USTA). La revue *Présence Africaine* était présente à ce congrès. Son représentant a tenu à souligner l'importance de la tenue du congrès pour le devenir de l'Afrique noire : « Le présent congrès du RDA va peser d'un poids considérable dans les destinées de l'Afrique en gestation. Des générations d'Africains se ressentiront pendant longtemps des conséquences concrètes qui découleront des délibérations de ces journées historiques ».

C'est Modibo Keita qui prononça le discours d'ouverture du Congrès. Il demanda d'observer une minute de silence pour le repos en paix de l'âme de Mamadou Konaté, premier secrétaire général de l'Union soudanaise. Il remercia la direction du parti d'avoir choisi, après Abidjan, pour la tenue du 3^e congrès Bamako, lieu de naissance du mouvement « C'est à Bamako, cœur du Soudan, que le RDA a vu le jour en octobre 1946, alors que les forces réactionnaires, bousculées par le souffle libérateur de la fin de la guerre, essayaient de reprendre pied pour nous frustrer des libertés chèrement acquises avec notre large participation. C'est à l'issue des travaux de ce congrès qu'est née l'Union Soudanaise, de la fusion de notre section SFIO et du Parti démocratique soudanais et de l'adhésion de nombreux militants du Parti progressiste soudanais, le parti de Monsieur Fily Dabo Sissoko ». Modibo Keita s'est voulu rassurant en rappelant que des Français étaient élus par des Africains lors des élections municipales du

18 novembre : « Partout des Européens appartenant à toutes les branches de l'activité sont inscrits sur les listes de l'Union soudanaise dans des quartiers purement africains. Dans la gestion des municipalités, des Européens partagent avec nous les postes de Maire et d'Adjoint ».

Deux personnalités politiques françaises, François Mitterrand, ancien ministre de la France d'Outremer et Edgar Faure, ancien président du Conseil, qui étaient invitées à ce congrès, étaient devenues de véritables vedettes au cours de cette grande manifestation politique africaine. Leur intervention était très attendue dans la salle. Les deux orateurs ont rivalisé d'éloquence. Les congressistes étaient médusés par le verbe chaleureux de François Mitterrand et subjugués par l'éloquence fleurie d'Edgar Faure, un fin algébriste de la parole. Le public n'a pas manqué de se lever pour l'applaudir et l'ovationner lors de sa péroraison qui s'est terminée sur l'évocation des belles rives du Djoliba et de la Seine.

Tidiane Baïdy Ly et moi représentations l'Union générale des étudiants d'Afrique Occidentale (UGEAO). Emmanuel Batiébo, un étudiant voltaïque, lit le 25 septembre un long texte bien préparé par le Comité exécutif de la FEANF qui sema le froid dans la salle qui considérait ses propos comme extrémistes, comparé au discours tenu par Tidiane Baïdy Ly au nom des étudiants de Dakar. L'organe de presse de l'UGEAO, *Dakar-Étudiant* (janvier-février 1958) a rendu compte du contenu de l'intervention de la délégation de l'UGEAO. Il rappela les énormes responsabilités qui pesaient sur les congressistes de Bamako et précisa clairement la position des étudiants à Dakar : « Nous ne sommes pas de jeunes excités, des illuminés, des exaltés, des rêveurs, des révolutionnaires que l'on veut bien croire. Nous tenons simplement à ce que les problèmes soient correctement posés, les étudiants, sans équivoque, posent le problème de l'indépendance, non pas théorique, mais concrète ». Le représentant de l'UGEAO, dans une brillante improvisation, a su séduire les congressistes par sa modération. Les délégués ont essayé d'exploiter cette différence de ton dans les discours des deux organisations sœurs pour les diviser. Mais ils n'y ont pas réussi. Les dirigeants du RDA avaient mauvaise conscience à la suite de leur politique de collaboration actuelle avec l'administration coloniale qu'ils avaient vigoureusement combattue 11 ans plus tôt sur les rives du Niger lors de la création de leur mouvement en octobre 1946.

Dans un document intitulé : « les jeunes se soucient de l'avenir du RDA » et signé le 26 septembre par les étudiants de Dakar et les étudiants de France, on peut noter leurs critiques et leurs suggestions. Les dirigeants du Comité directeur avaient demandé aux étudiants africains de ne pas se borner à faire des critiques négatives trop faciles. Ils les invitaient à leur dire ce qu'à leur place ils auraient fait. Ils avaient aussi promis de confronter le point de vue des étudiants avec le leur et s'étaient engagés à conformer leur ligne de conduite ultérieure aux conclusions de la discussion. Mais cette rencontre n'a pas eu lieu par la faute des membres du Comité directeur. Les étudiants étaient exacts au rendez-vous.

Les étudiants de Dakar et de France ont fait une mise au point en direction de ceux qui voulaient les diviser en ces termes : « Hier, le représentant des Etudiants de Dakar et celui des Etudiants de France ont fait des interventions d'ordre général qui ont été diversement commentées, voire même opposées l'une à l'autre. Mais ce qu'on ignore peut-être c'est que nous avons d'un commun accord conçu ces deux interventions, ayant pour but de présenter la pensée des Étudiants africains ».

Pour faire une œuvre positive digne de l'Afrique, les étudiants africains ont présenté des suggestions. Pour eux, l'avenir d'un parti politique dépend d'une part de son organisation intérieure qui assure sa force, d'autre part de sa politique générale qui oriente son action future. Ils font les suggestions suivantes : fixation d'une périodicité des congrès, mode uniforme de désignation des délégués au congrès, diminution du pouvoir du Comité directeur et suppression du poste de président du parti. Ils critiquent les pratiques antidémocratiques qui ont cours dans le parti. Ils pensent que le RDA doit se débarrasser de ce qui lui reste de son caractère de regroupements hétéroclites pour devenir un véritable parti organisé et discipliné autour d'une idéologie clairement définie. On peut se demander au nom de quel principe des mouvements de masse comme la FEANF et l'UGAEO ont le droit de suggérer à un mouvement politique de se transformer en un parti politique. C'est une question que l'on peut légitimement se poser.

Le congrès était dominé par des divergences politiques qui existaient entre Sékou Touré, fédéraliste et Félix Houphouët-Boigny, farouchement hostile à toute idée de fédération en Afrique Occidentale et soutenu par le gouvernement de De Gaulle qui en avait fait un ministre d'État. Je me rappelle que Sékou Touré avait eu la côte fêlée en descendant les escaliers du Grand Hôtel de Bamako. Son intervention a été enregistrée sur bande magnétique. Le 3^e Congrès du RDA étant très important, il est très utile de s'y attarder un peu.

Le 3^e Congrès du RDA

Au numéro 7 de *L'Étudiant d'Afrique Noire* (novembre-décembre 1956), est annexé un supplément : Plus de mille étudiants adressent un manifeste au RDA intitulé : « *Ce que nous aurions voulu dire à Bamako...* » qui est signé par des étudiants non seulement de la FEANF, mais aussi de l'UGAEO. Les auteurs du manifeste formulent clairement ce que l'Afrique ne pardonnera jamais à Houphouët Boigny. Premièrement, lui étant ministre, qu'on ait pu expédier allègrement des mercenaires africains sur les champs de bataille d'Algérie pour servir de « chiens de garde du colonialisme ». Deuxièmement, lui étant ministre, qu'on ait pu procéder à l'enlèvement de Ben Bella sans qu'il ait eu la saine réaction d'Alain Savary, ministre socialiste dans le gouvernement de Guy Mollet de démissionner devant l'exploit policier consistant à kidnapper les cinq dirigeants de FLN. Troisièmement, il est inadmissible que sous l'œil des parlementaires africains, et singulièrement ceux du RDA, on ait pu garder Claude Gérard, une journaliste française, en prison durant onze semaines.

Les auteurs du manifeste considèrent comme une honte et une abomination qu'avec l'approbation des « élus » africains, on ait fait débarquer à Port-Saïd des troupes de tirailleurs « sénégalais » que les amateurs de cinéma ont pu « contempler » en actualité sur les écrans français et britanniques.

Ce texte se termine par cette conclusion : « Nous affirmons, pour notre part, que l'indépendance d'un peuple est la première condition de toute réorganisation économique et sociale profonde ».

Les auteurs du manifeste n'ont pas manqué d'exprimer leurs inquiétudes et leurs peurs. Ils ont peur de voir que le prochain congrès du RDA soit en tout point semblable à certains rassemblements politiques, où l'on assiste à une gymnastique verbale permettant aux responsables du Mouvement une large liberté de manœuvre pour ne pas « perdre la face » pour expliquer, justifier et légitimer tout ce qu'ils ont fait – y compris les erreurs les plus monstrueuses.

Ils ont peur que ce Congrès ne tourne en une vulgaire apologie, que les délégués n'applaudissent que de grands discours. C'est pourquoi il serait urgent de procéder à une autocritique sincère et à l'effacement de certains dirigeants qui ont éliminé, au grand scandale du monde africain, une section puissante, fidèle et valeureuse comme l'Union des Populations du Cameroun et ont conduit leur parti à une douloureuse faillite dont les effets se font déjà sentir.

Les inquiétudes des acteurs du manifeste ne sont guère sans fondement. La FEANF aura l'occasion de le vérifier en assistant au 3^e Congrès du RDA. Elle élaborera un document ronéotype de 23 pages et intitulé : « La Fédération des étudiants d'Afrique noire en France au 3^e Congrès du Rassemblement démocratique africain ». Ce document portant la date du 25 septembre 1957 mérite d'être rapidement analysé.

Après avoir procédé à une brève esquisse de l'histoire de la FEANF et de sa nature syndicale, les auteurs du document se proposent de prendre position sur les problèmes politiques.

Ce furent d'abord Édgar Faure et François Mitterrand qui passèrent à la même tribune. L'un et l'autre prônèrent à nouveau la thèse de la « communauté franco-africaine » qu'Edgar Faure concrétisait dans une métaphore originale d'après laquelle le Niger du Soudan et la Seine de France charrieraient les mêmes paillettes d'or de la « communauté franco-africaine ».

Ce discours d'Edgar Faure prononcé avec la légendaire éloquence qu'on lui connaît a eu un profond écho sur les congressistes qui l'ont longuement ovationné. Mais cette déclaration suscita une réflexion fort pertinente des jeunes du Soudan qu'Emmanuel Batiébo, le délégué de la FEANF, ne manque pas de rappeler. Voici ce qu'écrivit Birama Traoré dans la *Voix des Jeunes* du 7 octobre 1957 (*La voix des jeunes* est l'organe bimensuel de l'Union de la Jeunesse démocratique soudanaise, mouvement syndical très sérieux, qui a l'estime de tous les démocrates et nationalistes africains) :

... De telles images associant fleuve et or nous rappellent, nous de Bamako, un triste souvenir : en 1947, Vincent Auriol, alors Président de la République Française, posa, avec une truelle en or, la première pierre du pont qui devait enjamber le fleuve Niger, justement à Bamako. En 1957, nous n'avons pas encore eu ce pont, mais tout simplement sa première pierre ; quant à Vincent Auriol, il a emporté la truelle en or que les autorités lui ont remise... !

La parole est ensuite donnée à Alioune Cissé, secrétaire général de l'UGTAN (Union générale des travailleurs d'Afrique noire) qui demanda le droit à l'indépendance de l'Algérie.

La parole fut donnée à la FEANF qui relata l'accueil qui fut fait à son intervention en ces termes : « les mots me manquent pour reproduire l'accueil plus qu'enthousiaste fait à cette intervention par la population bamakoise. Dehors, les jeunes déliraient de joie ; les vieux, par ce signe de tête majestueux et si caractéristique du vieillard africain, approuvaient, saisis d'intense émotion, ce que leurs enfants ont enfin porté à la connaissance de tous ».

Tidiane Baïdy Ly prit ensuite la parole. Dans une brillante intervention improvisée, il sut exprimer les positions de l'Union générale des étudiants d'Afrique occidentale (UGEAO) dont il était le président. J'étais de la délégation de l'UGEAO.

L'histoire africaine des dix années a fait l'objet d'une analyse critique suivie d'un appel aux congressistes de Bamako.

Il est indéniable que dans les premières années qui suivirent sa formation, le RDA a répondu aux promesses de Bamako. Seule organisation politique véritablement révolutionnaire à l'époque, il était de ce fait tout désigné aux foudres des gouvernements français d'alors. La répression s'abattit sur les militants en Côte d'Ivoire, au Dahomey, au Togo, au Cameroun oriental et au Tchad. L'étincelle était devenue flamme et la libération des peuples africains semblait proche.

1950, année-charnière, année historique marquée par un événement capital qui va donner une orientation nouvelle à la vie des pays africains : il s'agit de ce que l'on a appelé le « repli tactique ». Sur le plan extérieur et parlementaire, le repli tactique a signifié surtout le reniement des principes fondamentaux adoptés au Congrès de Bamako.

La fameuse loi-cadre du 23 juin 1956 a eu pour objectif essentiel l'affaiblissement du mouvement révolutionnaire de libération des Africains. Dans le contexte fédéral, la loi brise la structure des Fédérations. On aboutit à ce paradoxe que chaque territoire est « autonome » dans l'ensemble africain, mais est directement rattaché à la France.

Emmanuel Batiébo, étudiant voltaïque et secrétaire aux Relations Internationales de la FEANF, a fait un compte-rendu détaillé du 3^e Congrès du RDA dans un numéro spécial de *L'Étudiant d'Afrique Noire* no. 16 de décembre 1957.

Après l'arrivée de Houphouët-Boigny dans la matinée, le Congrès s'ouvrit le 23 septembre à 16 heures au Collège Technique, somptueux bâtiment ayant coûté au Soudan la bagatelle d'environ 200 millions de F CFA. Modibo Keita souhaita la bienvenue aux participants et Ouezzin Coulibaly y répondit dans une salle décorée aux drapeaux tricolores et dont l'entrée était balisée par des jeunes soudanais.

Puis, la parole est donnée aux invités. C'est à ce moment seulement que la FEANF fut citée comme devant prendre la parole.

La tonalité et le caractère improvisé et oral de l'intervention de Tidiane Baïdy Ly étaient à l'opposé de l'intervention du délégué de la FEANF qui était très long (23 pages) et intégralement lue. Certains esprits se sont saisis à la faveur de la différence de ton et de style ainsi que de la position sur le droit à la séparation pour affirmer l'existence d'une divergence de point de vue de ces deux organisations sœurs. En réalité, il y a une parfaite identité de position sur les problèmes essentiels : l'indépendance et l'unité des pays africains.

Si Tidiane Baïdy Ly est un partisan immédiat du droit à l'indépendance, il n'a pas conclu à la nécessité de revendiquer le droit à la séparation dans son intervention :

D'où vient le litige entre les Étudiants et le RDA ? Il semble que le RDA ait opté pour la Communauté Africaine. Je puis vous affirmer qu'aucun étudiant n'est hostile *a priori* à la Communauté des Peuples. Bien au contraire, c'est le rêve le plus cher de tous les étudiants. Seulement, la communauté à laquelle les étudiants aspirent, c'est la communauté basée sur l'amitié, la paix, la coopération fructueuse pour les partenaires, la communauté fondée sur l'égalité et non la sujétion. Ce que les étudiants demandent, convaincus qu'aucune nation, qu'aucun peuple ne peut vivre en autarcie, c'est la reconnaissance de la personnalité africaine, du droit du peuple africain à disposer de lui-même, c'est-à-dire à la séparation et l'union, c'est-à-dire en clair, son droit à l'indépendance ».

Des membres plus modérés de la Convention Africaine et du RDA partagent les points de vue défendus par Tidiane Baïdy Ly (*Documents Etudiants* – directeur de la publication, Emmanuel Terray – no. 1 décembre 1957).

Kane Ali Bocar prit ensuite la parole, au nom du Conseil Fédéral de la Jeunesse d'Afrique Occidentale, pour développer les mêmes thèmes que tous les démocrates : indépendance nationale, droit de l'Algérie à l'indépendance.

Dans la salle, l'atmosphère était lourde. Le « pavé jeté dans la mare aux grenouilles » se faisait encore sentir. C'est à ce moment que Me Lamine Guèye, au nom du Mouvement Socialiste Africain (MSA), monta à la tribune. Le peuple attendait. La musique avait changé de ton et il était dangereux de ne pas se mettre au diapason. Le doyen des hommes politiques africains l'avait compris. Se plaignant tout d'abord d'avoir été mis par le RDA à une place qui n'était pas la sienne, il se prononça, lui aussi, sans ambages, pour l'indépendance. Mais il s'empressa d'emboucher aussitôt sa cornemuse pour chanter l'indépendance de l'individu. Par ailleurs, il demanda une confrontation de tous les partis d'Afrique Noire.

Mamadou Dia prit la parole après le leader du MSA pour développer, au nom de la Convention Africaine, ses thèses sur le fédéralisme et le regroupement des partis. Plus scolastique que politique, son discours n'emporta pas l'enthousiasme du public. Il faudra retenir de son intervention qu'il est pour le regroupement des partis qu'il analyse en trois formules : l'unité d'action, l'intégration et la fusion.

Mais, dit-il, parti unifié ne signifie pas parti unique. Qualifiant successivement la première (l'unité d'action) de solution de facilité, la deuxième (l'intégration) d'unilatérale et de totalitaire, il penche pour la troisième (la fusion).

On remarquera l'absence de Léopold Sédar Senghor qui a été absent au 1^{er} congrès de Bamako tenu en 1946 et a préféré envoyer Mamadou Dia.

Puis, se succédèrent à la tribune Oumar Diallo du Parti Africain de l'Indépendance (PAI), Barry Diawadou du Bloc Africain de Guinée (BAG) qui plaida pour le droit à la vie des minorités politiques, Ouédraogo Gérard Kango du Mouvement démocratique voltaïque (MDV) qui implora les « trois grands », Me Lamine Guèye, Léopold Sédar Senghor et Houphouët-Boigny de « s'immoler sur l'autel de l'unité ». Tous demandèrent le regroupement des partis, l'opinion politique attend la rencontre qui permettra ce regroupement. Ainsi, prenait fin la séance inaugurale. Le lendemain, Houphouët-Boigny présenta le rapport moral et de politique générale.

Les salles du Collège Technique se vidaient peu à peu et la foule se retirait, réconfortée et consciente de son rôle décisif qui se fera sentir à la fin du Congrès. Les jeunes de Bamako avaient, selon Emmanuel Batiébo, l'intention d'organiser en l'honneur des étudiants une soirée qui leur fut déconseillée. Le Congrès reprenait le 26 septembre au matin les huit rapports. On peut noter que Sékou Touré n'a pas joué un grand rôle à ce congrès en raison de la fêlure d'une de ses côtes. Quelques leçons peuvent être tirées de cette rencontre de Bamako.

La fin difficile du Congrès devra montrer à Houphouët Boigny que le sort du peuple ne se joue pas sans le peuple. Le verdict populaire est sévère. Le militant de base n'entend plus être sollicité à trois mois des élections pour être ensuite classé au dossier de l'oubli.

L'histoire africaine démontre que le peuple, quand il accorde sa confiance, celle-ci est sans réserve. Quand il la retire, il le fait brutalement. En 1951, le doyen des hommes politiques africains, Me Lamine Guèye, connu au Sénégal un échec qui surprit tout le monde. On crut à un accident, mais 1956 permettait de vérifier que le peuple sénégalais avait retiré à l'homme qu'il avait entouré d'auréoles toute la confiance qui faisait sa force. Le danger que fait courir une politique ne s'appuyant pas sur la force populaire est certain. Se contenter des rapports de fidèles adulateurs prépare de bien pénibles réveils. Puisse l'exemple de Lamine Guèye assagir les leaders du RDA.

Ce 3^e Congrès du RDA a eu une très grande importance pour les étudiants africains. C'est pourquoi un numéro spécial de *l'Étudiant d'Afrique Noire* (no. 16, décembre 1957) lui a été consacré. Six articles de fond y ont été publiés : L'économie de Bamako par Osendé Afana, le RDA par Emmanuel Batiébo, le RDA et la solidarité des peuples colonisés par Joseph Van den Reysen, la Communauté Franco-africaine et la question d'un État Africain par Samba Ndiaye, Propos sur la jeunesse de Bamako par Léopold Agboton.

C'est en venant d'un voyage de la Chine populaire que j'ai appris par le journal *Le Monde* mon admission à l'École nationale de la France d'Outremer (ENFOM) située sur l'Avenue de l'Observatoire non loin du Jardin du Luxembourg. J'avais passé le concours en amateur au mois de juin à Dakar. Je n'avais pas fourni toutes les pièces nécessaires. C'est le commissaire central, Lapierre qui m'a convoqué dans son bureau pour me réclamer les pièces qui manquaient à mon dossier et me posa quelques questions sur mes activités syndicales menées à la Cité universitaire. Les services du Gouvernement général m'établirent un titre de voyage pour prendre l'avion et me rendre à Paris. Je quittais Dakar à bord d'un avion DC 6 qui devait mettre 9h 30 de vol avec une escale à Casablanca. Les avions à l'époque étaient à hélice. Les avions à réaction comme le Comète qui a fait plusieurs accidents ayant motivé l'arrêt de sa production commençaient seulement à apparaître sur le ciel de Dakar une fois par semaine.



*Adama Diagne et Amady Aly Dieng
Visite d'une usine textile à Prague à l'occasion du Congrès de l'UIE en août 1956*